

L'Étincelle



PSA Poissy

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 15 juin 2020

Le 16 juin : tous dans la rue contre le retour à l'anormal !

« Patriotisme républicain », c'est le nouveau mot d'ordre de Macron, faisant appel à tout ce qu'il y a de plus rance dans le champ politique, pour rassembler derrière son projet de « retour au travail ». « Dès demain », tout doit redémarrer... sauf les rassemblements, qui resteront « contrôlés ». Car la contestation sociale semble bien être le seul virus qui inquiète le gouvernement et qu'il cherche à contenir.

En guise de retour à la normale, il faudra « travailler plus, produire plus »... et faire des efforts au nom de l'écologie, dit-il ! Travailler plus, surtout, pour rembourser les 500 milliards d'euros distribués au patronat pendant la crise sanitaire. Pas question de taxer les plus riches, aux travailleurs de payer.

Mais qui va travailler plus ? Les 15 000 salariés de Renault menacés de perdre leur emploi ? Les milliers de travailleurs licenciés dans l'aéronautique ? Bruno Le Maire annonce que 800 000 emplois vont disparaître dans les mois qui viennent, mais pas question de lever le petit doigt. Le gouvernement préfère distribuer des milliards aux entreprises qui licencient. Quand Macron parle de « *tout faire pour éviter au maximum les licenciements* », c'est, en maniant le chantage à l'emploi, dire aux travailleurs d'accepter réductions de salaire, flexibilité et augmentation du temps de travail.

Les ouvriers de Renault n'ont pas attendu le discours de Macron pour tenter d'empêcher les licenciements. Sur tous les sites menacés de fermeture, ils ont fait plusieurs journées de grève et de manifestation, n'obtenant pour le moment que de vagues promesses de non-fermeture. Mais pour combien de temps et avec combien de salariés ? La lutte n'en est qu'à ses débuts. La direction cherche à mettre les travailleurs en concurrence pour leur emploi. Il faudra au contraire se mobiliser tous ensemble, travailleurs de chez Renault, mais aussi des autres entreprises qui licencient.

« Pour détruire le racisme, renversons le capitalisme »

Alors que des jeunes, par dizaines de milliers, se sont encore rassemblés samedi un peu partout en France contre le racisme et les violences policières, Macron a préféré couvrir encore une fois les agissements de la police. Dans son discours, il s'est adressé en priorité à l'extrême droite en dénonçant le « com-

munautarisme » et un prétendu « séparatisme ». Que de larmes versées sur quelques statues de héros du colonialisme ou de la traite des Noirs, qu'on aurait envie de déboulonner ! Pas un mot pour les victimes du racisme.

C'est même un encouragement à la répression qu'a lancé Macron, appelant les policiers à rétablir « *l'ordre républicain* ». Ces mêmes policiers qui jouent aux cowboys dans les quartiers populaires, comme le 26 mai dernier, à Vitry-sur-Seine, où quatre collégiens ont été interpellés sans motif, subissant humiliations, gifles, menaces et injures racistes et homophobes durant plus de 24 heures.

Unifier les colères derrière les hospitaliers

Tout à son autosatisfaction sur la gestion de la crise sanitaire, Macron a osé prétendre que « *l'ensemble des malades qui en avaient besoin ont pu être pris en charge* ». Un mensonge éhonté pour faire oublier le manque de moyens et de personnel dans les hôpitaux et les Ehpad. Mais plus question pour les hospitaliers d'accepter les bas salaires et les conditions de travail dégradées. Leur mobilisation a repris, avec des rassemblements chaque semaine. Rien à attendre du « Ségur de la santé » lancé par Macron, qui sert en réalité à préparer une nouvelle attaque, avec un retour aux « 39 heures » destiné à imposer de nouvelles suppressions d'emplois.

Les hospitaliers appellent à une journée de mobilisation mardi 16 juin, relayée dans plusieurs secteurs. Cette journée est une première occasion d'unifier les colères, de regrouper les luttes pour les salaires, les conditions de travail, les emplois et contre le racisme. Il faudra être nombreux dans la rue à nous battre pour que le « monde d'après » ne ressemble pas à celui d'avant. « *Pas de retour à l'anormal* » dit un slogan des hospitaliers. Pour vivre mieux, c'est toute une société que nous avons à changer.

PSA veut nous transformer en travailleurs itinérants

La semaine dernière, la direction de PSA a annoncé la venue de plus de 500 salariés du groupe de différents pays (Pologne, Espagne, Portugal, Allemagne...), en remplacement des intérimaires dans des usines de PSA, dont Hordain (Sevelnord).

Le but de la direction : diminuer le nombre d'intérimaires et préparer l'ensemble des salariés européens de PSA, y compris les Français, à aller travailler dans différents pays.

Depuis des années PSA organise des prêts d'une usine à l'autre dans un même pays, et maintenant d'un pays à l'autre. Tout ça au « volontariat forcé » : les Polonais ou Espagnols venus en France subissent le chômage partiel chez eux et sont menacés de futurs plans de licenciements.

Polonais ou Français, tous attaqués par PSA

Ce week-end, le gouvernement a voulu faire croire qu'il avait convaincu PSA de renoncer à son intention. En réalité, PSA n'a que différé l'application de son projet : plusieurs dizaines de travailleurs d'Opel de Pologne travaillent déjà à PSA Tremery et PSA Metz. Et pour l'usine de Hordain (Sevelnord), PSA en fera juste venir un peu moins. PSA veut aggraver la mobilité géographique, tout comme elle a aggravé la flexibilité des horaires. Aujourd'hui elle fait venir des Polonais en France, demain elle voudra forcer des salariés de France en chômage partiel à aller se faire exploiter dans d'autres régions ou à l'étranger.

Diviser pour régner : ne tombons pas dans le piège !

Après avoir opposé les intérimaires aux CDI, PSA cherche à opposer les salariés de France aux autres.

Les salariés étrangers sont nos frères, nous avons les mêmes exploiters, les mêmes intérêts (avoir un emploi et un salaire corrects). Il y a du travail pour tous, il faut forcer PSA à répartir le travail entre les usines européennes sans diminution de postes et de salaires. C'est aberrant de voir des usines qui tournent à fond et d'autres à moitié à l'arrêt. Il faut forcer PSA à payer le chômage à 100 % dans tous les pays sans vol de congés. Avec 3,4 milliards de profits en 2019, PSA a les moyens. Allions-nous aux ouvriers étrangers pour imposer nos revendications !

Des mauvais coups se préparent

À PSA Poissy, les chefs ont annoncé depuis plusieurs jours du chômage tournant jusqu'en décembre dans beaucoup de secteurs du Ferrage, de la Peinture, de la Qualité et chez les caristes. Ils ont même affiché un planning de rotation. Finalement ce lundi 15 juin, la direction a déclaré au CSE qu'il n'y aurait pas de chômage tournant... pour l'instant. La direction souffle le chaud et le froid pour essayer de préparer les salariés à toutes les éventualités qui l'intéressent.

Le chômage tournant ou pour tout le monde, ça veut dire une perte de revenu. Nous, on n'a rien de-

mandé : si on chôme, imposons qu'on soit payé à 100 % net et sans vol de congés !

Secteur sous haute tension

Mardi 9, il y a eu un nouvel incident au B3, Pack Batterie. La hiérarchie a encore une fois bâclé l'évacuation et la mise en sécurité du personnel. Elle a même demandé aux salariés de démonter les éléments défectueux des packs endommagés, malgré les émanations d'acide, au risque de leur santé.

La direction n'a rien appris de l'incident de février dernier. Les salariés ne pourront compter que sur eux-mêmes pour imposer des primes de risque et des conditions de sécurité suffisantes.

Contre la fermeture de Renault Flins !

Jeudi dernier, la majorité de l'équipe de nuit de Renault Flins s'est mise en grève contre les projets de suppressions de postes et de fermeture.

La direction de Renault a annoncé que l'usine de Flins ne produira plus de voiture à partir de 2023, le site passerait de 2600 CDI et 1200 intérimaires à seulement 1600 CDI pour devenir un centre de reconditionnement de moteur ou boîtes de vitesse pour de « l'économie circulaire et environnementale ».

Ces annonces floues cachent mal la volonté de la direction de fermer totalement le site en 2023 ou juste après. Les salariés de Renault Flins ont commencé à montrer qu'ils n'allaient pas se laisser faire !

Renault en difficulté ? La bonne blague !

Renault veut réduire ses effectifs de 15 000 postes dans le monde, dont 4 600 en France. Les sites Renault de Flins, Choisy, Maubeuge, Dieppe et des Fonderies de Bretagne sont menacés.

De 2010 à 2019, le groupe Renault a engrangé 25 milliards d'euros de bénéfices. Aujourd'hui, Renault dispose de 10 milliards de trésorerie. Dans le même temps, plus de 20 % de l'effectif (9 000 postes) ont été supprimés en France.

L'arnaque du « produire français »

Des partis, des syndicats, le gouvernement et même le PDG de Renault veulent une relocalisation de la production automobile en France. Ils veulent des jolis projets industriels, site par site, pour convaincre les patrons qu'ils ont avantage à nous exploiter ici.

Si les autres pays décidaient d'en faire autant, il faudrait dire adieu à 60 % des véhicules de Renault Maubeuge, destinés à l'exportation (dans 33 pays), et à 70 % de ceux de Renault Sandouville.

Les dizaines de milliers d'emplois supprimés dans l'automobile ces dernières décennies ne sont pas dus aux délocalisations, mais aux compactages des sites, aux restructurations, aux gains de productivité et à la compétitivité acharnée. Les voilà leurs projets industriels... que les patrons veulent faire financer actuellement contre nous par l'État !